

ENFANTS D'AUJOURD'HUI DIVERSITÉ DES CONTEXTES PLURALITÉ DES PARCOURS

*Colloque international de Dakar
(Sénégal, 10-13 décembre 2002)*



Numéro 11

**ASSOCIATION INTERNATIONALE DES DÉMOGRAPHES DE LANGUE FRANÇAISE
AIDELF**

Le contexte socio-économique et culturel de l'enfance

Werner HAUG

Office Fédéral de la Statistique, Neuchâtel, Suisse

Mady BIAYE

FNUAP, Harare, Zimbabwe

Les contributions à la séance sont réunies en quatre groupes selon leur problématique et leur approche méthodologique :

1. Le poids des politiques

Un premier groupe de communications présente des recherches sur l'effet des politiques de population sur le cadre socio-économique de l'enfance :

- Isabelle ATTANÉ : Des enfants uniques aux enfants des rues : transformation du statut des enfants dans la Chine en transition
- Benoît LIBALI : Formes d'union matrimoniale et protection des enfants dans le contexte de post-conflit au Congo
- Snjezana MRDJEN : Être né hors mariage en Croatie

Les communications sont caractérisées par une approche qui intègre le contexte politique, macroéconomique et culturel ainsi qu'une perspective « micro », basée sur les recensements de la population et d'autres enquêtes. Elles soulignent l'influence du contexte culturel, politique et macroéconomique sur la situation de la famille et de l'enfant. Dans le cas de la Chine, la politique de l'enfant unique est la source d'une inégalité croissante entre les enfants « uniques », privilégiés et vivant dans un contexte urbain, et les enfants « hors quota », souvent ruraux et discriminés dans beaucoup d'aspects de la vie quotidienne. Dans le cas du Congo, ce n'est pas l'intervention de l'État dans les choix individuels mais au contraire l'absence de l'État et d'un système économique producteur d'emplois et de revenus qui pousse les familles dans la misère et la déshérence. Dans les deux cas, c'est la famille qui porte le fardeau des défaillances politiques et économiques et les enfants sont menacés dans leur santé et le développement de leurs ressources et capacités. La Croatie présente l'image d'une société très traditionnelle en termes de modes de vie familiaux, qui contraste avec la Slovénie et la Serbie voisines. Les enfants nés hors mariage (relativement rares) sont souvent de mère socialement défavorisée. L'ostracisme politique et légal qui frappe les naissances hors mariage contribue à leur marginalisation.

2. Le temps parental et l'identité culturelle

Les communications du deuxième groupe traitent des aspects non monétaires et culturels de l'enfance, dont l'importance est très souvent sous-estimée : le temps que les parents consacrent aux enfants et la transmission du patrimoine culturel des parents aux enfants. Les deux communications sont consacrées au contexte français et se basent sur deux grandes enquêtes : l'enquête emploi du temps et l'enquête famille, menée parallèlement au recensement de la population :

- Ariane PAILHÉ, Anne SOLAZ : Le temps est-il transférable entre conjoints ? Le cas des couples confrontés au chômage en France
- Alexandra FILHON : Pratiques linguistiques des enfants et issus de l'immigration nord-africaine vivant en France

L'hypothèse selon laquelle le chômage augmente le temps parental du parent chômeur en France ne se vérifie que très partiellement. L'inactivité induit des transferts d'activités beaucoup plus importants lorsqu'elle est volontaire et surtout lorsqu'elle est durable. Les transferts d'activités sont toujours plus importants si c'est la femme et non l'homme qui perd son emploi ou se retire de la vie active. Cela signifie que le temps parental de la femme est encore moins transférable que celui de l'homme. La recherche sur les pratiques linguistiques des immigrées nord-africains essaye de comprendre comment les langues arabe et/ou berbère sont transmises en France d'une génération à l'autre. Elle montre que seulement un tiers des immigrés transmettent la langue d'origine à leurs enfants. La transmission est plus souvent le fait de la mère que du père et elle dépend des conditions d'insertion, des trajectoires de migrations ainsi que du statut socioprofessionnel et de l'héritage culturel des membres de la famille. Les pratiques linguistiques sont importantes pour la construction de l'identité culturelle des enfants, qui est très souvent plurielle dans les familles issues de l'immigration.

3. La pauvreté et ses effets

Les recherches du troisième groupe sont particulièrement nombreuses. Elles présentent les conditions de vie des ménages familiaux, la répartition et les causes de la pauvreté ainsi que les effets sur la santé, l'éducation et le bien-être des enfants. Six contributions concernent le continent africain :

- Soukeynatou FALL, Keita OHASHI : Pauvreté et situation des enfants dans les pays du Sahel
- Robert NDAMOBISSI et al. : Inégalités en matière de santé, nutrition, éducation et de jouissance des droits des enfants et des femmes et profil socio-démographique des ménages pauvres en République Centrafricaine
- Isabelle DROY, Patrick RASOLOFO : Les facteurs de risque de maltraitance dans les ménages en situation précaire à Antananarivo
- Atavi-Mensah EDORH : Conditions de vie des enfants et femmes chefs de ménage
- Djésika AMENDAÏ, Fofu AMETEPE : La prise en charge des enfants selon les conditions de vie du ménage au Togo
- Khalid SOUDI : Essai d'estimation du coût de l'enfant : cas du Maroc

Une contribution concerne le continent nord-américain :

- Hélène DESROSIERS, Nathalie VACHON, Lucie GINGRAS, Ghyslaine NEILL : Facteurs associés aux sorties d'épisodes de faible revenu dans la petite enfance : que nous révèlent les données de l'étude longitudinale du développement des enfants au Québec ?

Les communications qui analysent les conditions de vie et la situation socio-économique des ménages et des familles se basent essentiellement sur les données de grandes enquêtes souvent financées par les institutions internationales dans les pays du Sahel, de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique centrale (Enquêtes démographiques et de santé, Enquêtes emploi, Enquêtes sur les conditions de vie ou encore sur le revenu et la consommation des ménages). Ces enquêtes sont souvent de très bonne qualité en termes statistiques (représentativité, comparabilité internationale etc.). Il est toutefois frappant de constater que les enfants n'ont généralement pas de voix dans ces enquêtes et ne peuvent pas s'exprimer directement à cause des limites d'âge qui sont appliquées et de la préférence qui est donnée aux répondants adultes et aux chefs de ménage.

Quelques enquêtes font exception : par exemple l'enquête sur la famille, les migrations et l'urbanisation menée au Togo ou l'enquête de l'observatoire de l'enfance sur un quartier d'Antananarivo à Madagascar. La participation des enfants aux interviews - en l'absence des parents - est particulièrement importante pour comprendre les violences physiques et psychiques qu'ils peuvent subir.

La majorité des communications aborde la situation de l'enfant à travers les indicateurs de santé et d'éducation (mortalité et maladies infantiles, alimentation, taux de vaccination, taux de scolarisation etc.) ou à travers les conditions de vie des ménages familiaux. Dans cette deuxième approche, beaucoup de poids est donné à la qualité de l'habitat et aux conditions sanitaires (accès à l'eau et à l'électricité, conditions sanitaires, disponibilité de biens de consommation durables, accès aux soins de santé, moyens de transport et de communication, etc.).

Dans les pays développés, la mesure de la pauvreté est généralement basée sur le revenu du ménage. La contribution du Québec rappelle que la pauvreté touche aussi les pays riches et en particulier les familles avec des enfants en bas âge, surtout quand la mère se retire du marché du travail.

Dans les pays en développement, le revenu monétaire n'a de pertinence comme mesure de la pauvreté que pour les milieux urbains relativement aisés et les branches de l'économie qui sont intégrées dans l'économie mondiale (voir l'étude sur les régions urbaines du Maroc). Les enquêtes sur le revenu et la consommation des ménages et les analyses classiques du coût de l'enfant sont extrêmement difficiles à conduire. Ils n'ont qu'un intérêt limité dans des conditions sans échanges monétaires généralisés et avec des transferts intra-familiaux complexes.

Il est impossible de résumer en quelques mots les résultats riches et variés des recherches du troisième groupe. Nous nous limiterons à souligner quelques points communs particulièrement importants :

3.1 Le clivage entre villes et campagnes

Presque toutes les contributions soulignent les énormes différences socio-économiques entre les centres urbains et les campagnes africaines. Les inégalités criantes entre villes et campagnes expliquent en grande partie l'urbanisation massive et désorganisée. Même dans les « bidonvilles » les plus pauvres des centres urbains, les conditions de vie sont meilleures que dans de larges parties de la campagne. Dans les villes, il y a en particulier plus de protection et de soutien du secteur moderne de l'économie ainsi que de l'État, des organisations internationales et des ONG.

3.2 Le rôle de l'éducation

Un deuxième élément commun concerne le poids qui est accordé à l'éducation pour sortir de la pauvreté. Beaucoup d'études concluent en disant que la victoire sur la pauvreté passe par la victoire sur l'analphabétisme. Il est d'autant plus grave de constater que les taux de scolarisation des enfants sont en baisse dans de nombreux pays (pas seulement en Afrique mais aussi en Chine). Un nombre toujours plus important de familles fait travailler les enfants pour augmenter le revenu familial et/ou éviter les coûts de la scolarisation. Cette évolution est liée aux programmes d'ajustements structurels qui poussent à un désengagement de l'État et fragilisent la socialisation et l'éducation des enfants.

3.3 L'inégalité entre les sexes

La faiblesse de l'État a un autre corollaire : le retour à une société patriarcale avec des inégalités croissantes entre les sexes dans l'éducation et l'activité professionnelle. L'obligation des familles de se restreindre économiquement se fait souvent aux dépens des filles qui, en conséquence, ont des risques de décès à la naissance plus élevés, ne sont souvent pas enregistrées à l'état civil et sont les premières à rester à la maison si les coûts de l'éducation deviennent insupportables.

La pauvreté des ménages dirigés par des femmes reste un sujet controversé. Certaines études soutiennent que les ménages dirigés par des femmes ne sont pas nécessairement plus pauvres que ceux dirigés par des hommes. Toutefois, d'autres études indiquent que les femmes

dirigent souvent des ménages monoparentaux et que, divorcées ou veuves, elles sont dans des situations sociales et économiques particulièrement difficiles. Dans tous les cas, l'investissement parental des mères dans les enfants reste plus intense que celui des hommes, même dans des situations économiques difficiles.

4. Les enfants sans protection

Les communications du quatrième groupe abordent l'enfance encore sous un autre angle : celui des réseaux que les enfants tissent avec leurs semblables, du vécu des enfants hors du ménage familial et de l'école, jusqu'aux enfants en déshérence totale qui n'ont plus de cadre familial protecteur ou qui ont été abandonnés :

- Gaston NKOUKA-DINGHANI-NKITA : Les déterminants du phénomène des enfants de la rue à Brazzaville
- Micheline AGOLI-AGBO : La délinquance juvénile à Cotonou
- Perpetue Madungu TUMWAKA : La violence faite à l'enfant dit sorcier à Kinshasa
- Boualem OUZRIAT : Les enfants et le commerce du tabac en Algérie

Les enquêtes qui sont à la base de ces communications souffrent de quelques problèmes méthodologiques (non-réponses, représentativité, manque d'un groupe de contrôle, etc.). Mais l'essentiel réside dans la perspective et la qualité de l'information qu'elles apportent : elles donnent un visage et une voix au vécu des enfants et nous parlent de leur vie quotidienne et de leurs souffrances, qui résultent des défaillances de l'État et de problèmes sociétaux et macroéconomiques.

Qui sont les enfants des rues à Brazzaville ? Presque la moitié sont des orphelins qui ont perdu au moins un parent dans la guerre et les conflits politiques. Mais deux tiers de ces enfants n'ont pas rompu avec leur famille. Ils sont souvent envoyés dans la rue pour des raisons économiques. L'insuffisance du revenu des parents, la destruction des réseaux familiaux et l'incapacité de l'État à offrir des structures sociales et culturelles d'accueil font basculer les enfants dans la rue où la vie est dure mais où la souffrance est partagée et trouve des compensations. En Algérie, les enfants engagés dans le commerce illégal du tabac ont la possibilité de gagner deux fois plus qu'un médecin débutant. Les enfants quittent donc l'école pour s'engager dans le commerce illégal.

Dans la prison de Cotonou, la majorité des jeunes délinquants sont orphelins ou de parents divorcés. Il n'y a presque pas de femmes parmi les délinquants, qui sont souvent des jeunes diplômés, des apprentis ou des ruraux déracinés. Aux ruptures familiales s'ajoutent les processus de socialisation perturbés (système scolaire dérégulé, manque d'activité de sports ou de loisirs, difficultés d'embauche, exploitation au travail, etc.) qui les poussent dans la spirale de la délinquance, souvent mineure au début (vol, etc.). En plus, le système carcéral est débordé et n'a aucun effet de rééducation.

Un phénomène préoccupant s'observe à Kinshasa. Des enfants dits sorciers sont détectés par des responsables d'Églises (surtout l'Église du Réveil). On leur attribue les maux dont souffrent les membres de la famille (pauvreté, problèmes de santé, chômage, etc.) et ils subissent des violences corporelles et psychiques à l'intérieur de la famille, à l'école, en public. Ces enfants sont souvent abandonnés à la rue, ils quittent l'école, le travail, souffrent de famine et risquent leur vie. L'accusation de sorcellerie touche surtout des enfants confiés et devient une manière commode de se débarrasser d'enfants difficiles.

5. Justice, solidarité et sécurité : le chemin vers les droits de l'enfant

Les contributions à la séance le prouvent : nos sociétés sont encore loin de la reconnaissance et du respect des droits de l'enfant. La plupart des études présentent même des

indicateurs clefs en détérioration, surtout en ce qui concerne l'accès à l'éducation et un revenu familial décent. Il n'est pas étonnant que beaucoup de parents africains n'aient jamais entendu parler des droits de l'enfant. Ils ne peuvent pas résoudre à eux seuls les problèmes du développement social et économique. Les familles ont besoin d'être protégées et soutenues par un État qui soit capable de garantir justice, sécurité et solidarité. Et elles attendent un développement économique qui récompense et favorise l'investissement dans les enfants et en particulier dans l'avenir des filles.

Merci à toutes et à tous pour leurs contributions au débat et à la réflexion !